

Source : <http://www.lalibre.be/actu/belgique/la-belgique-importe-aussi-sa-pollution-59ce89d3cd70461d2657eacc>

Téléchargement 03 10 2017

La Belgique importe aussi sa pollution

Sophie Devillers Publié le - Mis à jour le



- [Abonnés Dès 2018, Bruxelles fermera sa porte aux voitures très polluantes: voici les 4 contraintes de cette mesure](#)

Belgique

En utilisant son smartphone, sa voiture et son ordinateur, le Belge pollue. Mais si on pensait aussi à la pollution émise lors de la fabrication à l'étranger de tous ces objets importés que les résidents belges emploient tous les jours ? C'est en tous cas ce que le Bureau fédéral du Plan a décidé de calculer, dans le cadre d'une étude publiée hier matin.

Habituellement, dans les négociations internationales comme l'Accord de Paris, les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont attribuées au pays producteur d'un bien. Ainsi, dans le cas d'un smartphone fabriqué en Chine, c'est ce pays qui se verra attribuer les GES, même s'il est vendu à un Belge par exemple. *"Le commerce international est susceptible de biaiser l'attribution liée à la production. En effet, un pays qui importe des produits très polluants aura des émissions moins élevées qu'un pays qui exporte de tels biens"*, relève le Bureau du Plan.

Importateur net de pollution

L'organisme indépendant d'intérêt public a donc décidé de mesurer "l'empreinte carbone" de la Belgique, c'est-à-dire la pollution émise par les biens qui sont consommés en Belgique, qu'ils soient produits sur place ou à l'étranger. Toute la chaîne de production est prise en compte. Avec cette nouvelle approche, qui comptabilise les produits que la Belgique importe et décompte ceux qu'elle exporte, notre pays pollue davantage qu'avec l'ancien modèle : 145 mégatonnes de CO₂ émis, contre 110 mégatonnes (qui correspondent à la pollution liée à la production industrielle en Belgique). La Belgique est un importateur net de GES, souligne le Bureau du Plan : elle importe davantage de pollution qu'elle n'en exporte. Ces derniers chiffres disponibles datent de 2007, mais l'écart devrait s'être maintenu, estime l'auteur de l'étude, Bernhard Michel.

L'explication des chiffres ? *"Technologiquement, la production en Belgique a tendance à être de moins en moins intensive en CO₂. Et on produit de moins en moins de biens physiques chez nous ; on importe donc beaucoup de biens."* Les produits les plus polluants consommés par les Belges sont les produits agricoles, de l'industrie chimique et métallurgique, ainsi que les produits de type sable ou béton.

Et les solutions ?

Pour l'ancienne députée Juliette Boulet, porte-parole de Greenpeace, cette nouvelle façon de calculer est *"fondamentale"*. *"On parle là du coût-vérité. On ne se voile plus la face, et on voit l'impact de nos modes de consommation, de nos gestes. Mais il y a moyen de réduire cette empreinte carbone."*

Exemple : se tourner vers les circuits courts de biens et de services y compris agricoles, privilégier la réutilisation, la réparation, et l'économie circulaire... Greenpeace fait aussi pression sur les entreprises de smartphone pour que les pièces soient plus facilement changeables par exemple, ou dans un autre domaine, sur les Etats producteurs pollueurs, afin qu'ils changent leur façon de faire.

En guise de solution, d'autres acteurs, comme le WWF, défendent une idée supplémentaire. Et si on ajoutait au prix de base d'un produit le coût "environnemental" de sa production ? Le produit financier de cette "taxe" irait alors à un fond qui financerait l'adaptation des pays au réchauffement climatique. *"On est bien conscients que c'est une idée difficile, politiquement,"* avoue Koen Stuyck, du WWF. *"Mais pour l'instant, le prix d'un objet ne traduit pas du tout son coût environnemental. Et si on ne fait rien, on payera le prix plus tard. Au sens strict, pour les ressources qui manqueront comme l'eau potable..."*

Sophie Devillers